

Tous prêts pour St-Nicolas

Il est urgent de sortir Haïti de la crise

Opinions (/debats/opinions)

Publié le 26-07-10 à 04h15 - Mis à jour le 26-07-10 à 08h46



«1

Six mois après la catastrophe qui a dévasté une partie du territoire haïtien et tué plus de 250 000 personnes, les médias internationaux reviennent avec bonheur sur la situation du pays sinistré. Grâce à cet effort méritoire d'information, lecteurs et auditeurs peuvent prendre la mesure de l'immense élan de solidarité qui a suivi la catastrophe et en connaître les effets pour la population concernée. Avec la distance, on se rend mieux compte aujourd'hui de l'incroyable résistance du peuple haïtien qui continue à lutter chaque jour dans la dignité au milieu des champs de ruines et de tentes. L'action humanitaire commence à produire ses effets et a témoigné de la volonté internationale d'apporter son soutien à cette population en détresse.

Quelques nuages sont toutefois à noter dans le ciel quasi idyllique de l'image d'une population reconnaissante accueillant l'aide des nations compatissantes. L'argent promis tarde à être décaissé par les Etats qui se sont engagés à soutenir la reconstruction : à peine 1,5 % alloué par rapport aux milliards de dollars annoncés. Le gouvernement haïtien ne joue toujours pas un rôle positif de coordination et d'orientation des aides : cahiers de charge inexistant, retard dans l'affectation des terres de l'Etat à la reconstruction, absence de plan

sanitaire. Quant à l'action humanitaire, elle s'est aussi mise en place dans une certaine cacophonie, avec des jeux de concurrence et de surenchère, la volonté de plaire aux donateurs, d'adopter des schémas d'urgence préconçus avec un personnel mal informé des particularités du terrain haïtien et se comportant trop souvent comme en territoire conquis. Le mécontentement s'est donc accumulé ces derniers mois face à une action internationale désordonnée et peu efficace. On parle maintenant de trois ans d'attente pour une véritable reconstruction, les déblaiements accusent une lenteur effrayante, les camps de tentes sont devenus des lieux de trafic et d'insécurité nouveaux.

Mais comment évaluer le risque représenté par ces quelques nuages sur le ciel bleu que l'on persiste néanmoins à dépeindre ? Il est urgent pour avancer d'identifier quelques illusions qui favorisent plus le maintien du chaos que la sortie de crise. Celles-ci découlent d'un schéma d'action relativement simple : la réalité haïtienne est compliquée, les donateurs ne s'entendent pas sur la stratégie à adopter; il faut mettre un terme aux tergiversations et privilégier l'aide directe à une des populations les plus pauvres du globe. De ce schéma général, qui semble relever du pur bon sens, proviennent trois grandes illusions qui hypothèquent l'action actuellement menée en Haïti :



Première illusion : *"Mettons entre parenthèses le problème politique et attaquons-nous directement aux problèmes concrets de survie des Haïtiens !"*

Commentaire : En apparence simple et efficace, une telle position se révèle pourtant à l'usage n'être qu'un fantasme de technocrate de l'aide d'urgence. Primo, l'absence de cohésion politique est le premier facteur de désorganisation de l'aide et du retardement des décaissements internationaux par défaut d'interlocuteurs fiables. Secundo, l'agenda politique s'est très vite immiscé dans la gestion de l'après séisme. Les autorités en place ont tenté d'utiliser la catastrophe de deux manières : soit pour précipiter les élections et prendre l'opposition de court; soit pour justifier une prolongation de mandat et retarder la joute électorale. Aujourd'hui, c'est l'Onu elle-même qui a fini par devoir forcer la main pour que des dates d'élections soient fixées en cohérence avec la Constitution, soit le 28 novembre 2010 pour les présidentielles (cf. Conseil de Sécurité du 28/10/10). L'Onu a ainsi réalisé, malgré elle, l'unanimité contre son "ingérence" et lancé le jeu des grandes manœuvres pré-électorales. Le président a refondé son propre parti pour évincer des successeurs possibles et favoriser la candidature de proches sous son contrôle. Dans ce contexte, la surenchère nationaliste est devenue un exercice incontournable : l'ingérence humanitaire est dénoncée, le contrôle haïtien sur les fonds octroyés et sur le plan de reconstruction est exigé. Pouvait-on réellement imaginer faire l'économie de la question politique si essentielle à la vie d'un peuple ?

Deuxième illusion : *"Utilisons la gestion de l'après-catastrophe pour lancer un plan ambitieux qui vise à tout reconstruire pour les Haïtiens. Profitons de la table rase pour repartir à neuf !"*

Commentaire : Quelle confusion autour du terme "reconstruction" ! C'est comme si on confondait l'après Apartheid en Afrique du Sud et l'après ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans ! D'un côté, le processus complexe - social, économique, politique - de reconstruction d'Haïti détruit par 30 ans de dictature, puis par 20 ans de régimes de transition corrompus et inféodés au trafic de la drogue. D'un autre côté, le processus technique, matériel, limité, consistant à rebâtir une portion de territoire sinistrée par un séisme. La nécessité d'intervenir au plus vite dans des conditions d'action mal évaluées a conduit à minimiser les effets néfastes inévitables d'une impulsion internationale désordonnée : explosion des coûts des logements encore accessibles et entrave au relogement des sinistrés, entretien d'un marché parallèle en pleine inflation, trafic marginal de l'aide, spéculation sur les bénéfices possibles d'un accès prioritaire à de nouveaux logements, possibilité de détournement de l'aide par le truchement de monopoles d'achat de certains biens (par exemple, les tentes), etc.

◀1

PUBLICITÉ